

Unité Action appelle à voter POUR le rapport d'activité

Depuis le congrès de Rennes, Les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron ont poursuivi une politique antisociale qui constitue une attaque contre le droit du travail et les intérêts des salariés. La direction UA a du affronter avec les collègues cette politique de recul social pour en combattre les régressions.

Dans le domaine éducatif, Jean-Michel Blanquer a mis en oeuvre une politique délétère au sein du ministère de l'Education nationale caractérisée par une approche idéologique libérale. Ses réformes ont profondément fragilisé l'école en désorganisant les enseignements, en bouleversant les pratiques professionnelles et en réduisant les droits des personnels.

Les réformes du lycée, du baccalauréat et de l'accès à l'enseignement supérieur demeurent inacceptables. Le SNES-FSU les a combattues et intervient encore pour en atténuer les effets les plus néfastes.

Parallèlement, les choix budgétaires du gouvernement ont entraîné une importante suppression de postes dans le second degré dans un contexte de croissance démographique dans nos établissements. Rarement l'écart entre les besoins d'enseignement et les ressources humaines mises à disposition par le ministère n'a été aussi important. Le déséquilibre des moyens accordés aux 1^{er} et au 2nd degrés complique l'accueil des élèves dans les collèges dont les conditions d'apprentissage se sont dégradées.

D'autre part, le SNES-FSU s'oppose fermement à la future réforme de l'Education prioritaire mettant en concurrence les établissements et accentuant la pression sur les personnels.. Reposant sur une logique de contractualisation des moyens, celle-ci rompt avec quarante années de politique d'Education prioritaire qui était basée sur un zonage établi à partir de critères nationaux garantissant une égalité de traitement.

Nous dénonçons également une « revalorisation historique », selon les mots du ministre, qui en exclut 70% des personnels.

Dans le champ fédéral, La direction UA du SNES-FSU s'est pleinement engagée contre la loi de transformation de la Fonction publique réduisant à une peau de chagrin les compétences des commissions paritaires. De même, elle a mené une opposition tous azimuts et organisé, avec les personnels, des mobilisations sans précédent contre la réforme macronienne des retraites.

Ainsi, dans un contexte politique difficile au cours de laquelle le président de la République et ses gouvernements ont lancé des vagues de contre-réformes, la direction UA est toujours restée le plus proche possible de toutes les catégories de personnels pour défendre leurs intérêts et leurs métiers, notamment dans la période récente marquée par la pandémie de COVID-19 et la crise sanitaire.

Depuis trois ans, nous avons multiplié les heures d'information syndicale, poursuivi notre programme de stages de formation et réussi à maintenir notre niveau de syndicalisation jusqu'à la période de confinement de mars 2020.

Sans l'outil syndical du SNES-FSU, sans la combattivité de ses militants, les personnels auraient dû affronter seuls les conséquences de mesures profondément antisociales. Alors oui, nous sommes fiers du travail accompli et d'avoir su résister à une politique de réaction. C'est pourquoi, nous vous appelons à renouveler votre confiance dans la direction Unité Action et à voter POUR le rapport d'activité.